



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**ARRETE N° 2021-29-0026 DU 27 SEPTEMBRE 2021  
PORTANT DÉCISION APRES EXAMEN AU CAS PAR CAS  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**LE PREFET DU FINISTERE**  
Officier de la Légion d'Honneur

- VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment l'annexe III ;
- VU** le code de l'environnement, en particulier les articles L.122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;
- VU** l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- VU** la loi du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance (ESSOC), notamment l'article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 130-97A du 03 novembre 1997 autorisant la société LE GUERN à exploiter, au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), un chantier de récupération de métaux au lieu-dit "Kerhenor" à CARHAIX ;
- VU** l'avis de changement d'exploitant du 13 mai 2013 au profit de la société GUYOT ENVIRONNEMENT ;
- VU** la déclaration d'antériorité du 24 décembre 2013 visant à actualiser la situation du site et à prendre en compte les dernières évolutions de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2021-29-0026 du 28 juillet 2021, reçu le 31 août 2021, relatif au projet d'extension/modification du site exploité par la société GUYOT ENVIRONNEMENT route de Kerhenor à CARHAIX en vue notamment d'étendre la surface du site et d'y exercer une activité de centre de prise en charge de véhicules hors d'usage (VHU) ;

**CONSIDÉRANT** que le projet susvisé relève de la catégorie "1. Installations classées pour la protection de l'environnement" (ICPE) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet se situe dans une zone ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière ;

## **CONSIDÉRANT :**

- que le site actuel est d'ores et déjà exploité pour des activités similaires ou proches de celles visées par le projet de la société GUYOT ENVIRONNEMENT
- l'absence d'enjeu environnemental notable à proximité du site
- que les modifications à l'origine de la demande ne sont pas susceptibles d'entraîner des impacts justifiant la réalisation d'une évaluation environnementale
- que, dans ces conditions, le fait de proposer la réalisation d'une étude d'incidence à la place d'une évaluation environnementale apparaît un choix proportionné à la consistance du projet ;

**CONSIDÉRANT** que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de modification des installations et activités exploitées par la société GUYOT ENVIRONNEMENT route de Kerhenor à CARHAIX, objet de la demande susvisée, est dispensé de la production d'une évaluation environnementale.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet est soumis.

### **Article 3**

Cette décision, exonérant le pétitionnaire de la production d'une évaluation environnementale, est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes.

Cette exonération peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en oeuvre les principes généraux énoncés à l'article L.110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

### **Article 4**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) formé dans les deux mois à compter de sa publication sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère :

#### **Recours gracieux :**

Monsieur le préfet du Finistère  
Préfecture du Finistère  
42 boulevard Dupleix  
29320 QUIMPER cedex

Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la transition écologique

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente décision sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère.

Recours contentieux :

par voie postale : Tribunal administratif de Rennes - Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - CS 44416 - 35044 RENNES cedex

ou par l'application Télérecours citoyen : <https://www.telerecours.fr>

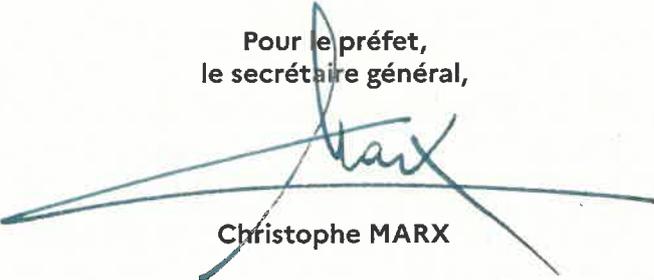
Le recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

**Article 5**

Le présent arrêté sera transmis à la société GUYOT ENVIRONNEMENT et publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère.

QUIMPER, le 27 SEP. 2021

Pour le préfet,  
le secrétaire général,



Christophe MARX

**DESTINATAIRES :**

- M. l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées - DREAL, UD29
- M. le directeur de la société GUYOT ENVIRONNEMENT